

La succession de Mojtaba Khamenei accélère la reconfiguration du système : la légitimité cléricale recule, la société reste à l'écart du pacte et la Garde révolutionnaire s'impose comme l'arbitre incontournable du pouvoir.

Luciano Zaccara, chercheur principal au New Ground Research.

L'IRAN DE MOJTABA KHAMENEI : UNE SUCCESSION SANS OUVERTURE

Pendant plus de quatre décennies, la République islamique d'Iran s'est maintenue grâce à un équilibre instable, mais opérant entre légitimité révolutionnaire, autorité cléricale, institutions électives limitées et capacité coercitive. Le système n'a jamais été équilibré au sens libéral du terme, mais il s'est montré capable d'articuler contrôle et médiation, répression et représentation restreinte, idéologie et pragmatisme. La mort d'Ali Khamenei et la désignation rapide de son fils Mojtaba n'ont pas résolu cette équation ; elles l'ont au contraire accentuée en la faisant pencher davantage vers le pôle sécuritaire et la logique de survie du régime. Ce qui se dessine aujourd'hui en Iran n'est ni une transition politique au sens classique du terme, ni une ouverture liée à la succession, mais une configuration du pouvoir moins républicaine, plus militarisée et de plus en plus tributaire de la coercition.

La lecture la plus immédiate de la situation iranienne incite à se focaliser sur la succession : qui a remplacé Khamenei, avec quels soutiens et quelle marge de manœuvre. Mais cette approche, à elle seule, demeure insuffisante. L'enjeu décisif n'est pas seulement de savoir qui occupe la fonction, mais ce que cette désignation révèle de l'évolution du régime. De nombreuses sources indiquent que Mojtaba Khamenei a été porté par la Garde révolutionnaire, qui voyait en lui une figure plus malléable et davantage en phase avec une stratégie de ligne dure, dans un contexte où le conflit extérieur et la nécessité d'assurer la continuité ont accéléré le processus. La succession n'a donc pas ouvert une nouvelle phase de consensus ; elle a plutôt entériné un rapport de

forces qui déplaçait déjà le centre de gravité du système vers les appareils sécuritaires.

Ce déplacement ne peut se comprendre sans considérer l'autre grande dimension du moment iranien : la société. Le calme relatif observé ne signifie pas une réconciliation entre l'État et la société, mais résulte d'un mélange de répression, d'épuisement, de peur et d'appauvrissement. Les manifestations de la fin de 2025 et du début de 2026, déclenchées par la crise économique, puis rapidement élargies en une contestation politique d'ensemble, ont été réprimées avec une violence extrême, marquée par des arrestations massives, des disparitions forcées et un durcissement généralisé du contrôle social. Ce qui apparaît aujourd'hui comme de la stabilité relève, dans une large mesure, d'une logique de contentation.

Il en découle une nouvelle équation interne : une capacité d'intégration amoindrie, une marge de médiation politique plus étroite et un rôle accru de la Garde révolutionnaire comme garante de l'ordre. La République islamique reste cléricale, mais son noyau opérationnel devient de plus en plus sécuritaire. C'est sans doute là la clé de lecture de l'Iran de Mojtaba Khamenei.

LA SUCCESSION : CONTINUITÉ FORMELLE, MUTATION RÉELLE

Dans un premier temps, la succession a suivi le scénario institutionnel du régime. La figure du Guide suprême est maintenue, la continuité du *velayat-e faqih* n'est pas remise en cause et le remplacement a été présenté comme une réponse ordonnée à une conjoncture



Une jeune Iranienne fait le signe de la victoire en passant devant les portraits du nouveau Guide suprême d'Iran, l'ayatollah Mojtaba Khamenei, et de l'ancien Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, sur la place Naqsh-e Jahan, Isfahan (Iran), le 11 mars 2026. /MORTEZA NIKOUBAZL /NURPHOTO VIA GETTY IMAGES

exceptionnelle. Mais l'essentiel ne réside pas dans la forme, mais plutôt dans le contenu politique de cette continuité. Mojtaba apparaît, en première analyse, comme l'émanation de la Garde révolutionnaire et des secteurs les plus durs de l'*establishment*, qui voyaient en lui une option fonctionnelle pour préserver la cohésion, la discipline et la ligne stratégique dans un contexte de guerre. Plus qu'une investiture fondée sur une autorité religieuse autonome ou sur un prestige révolutionnaire propre, son ascension reflète un compromis de survie au sein du noyau dur du régime.

Cela introduit un paradoxe difficile à ignorer. Une révolution née contre la monarchie, qui a fait de la critique du personnalisme dynastique un élément central de sa légitimité originelle, en vient à accepter une logique de transmission quasi héréditaire, certes enveloppée d'une légalité cléricale. Il ne s'agit évidemment pas d'une restauration monarchique. Mais il s'agit bien d'une évolution qui entame en partie le récit fondateur de la République islamique. La continuité familiale au sommet du système n'érode pas seulement la narration antimonarchique ; elle met aussi en lumière à quel point les mécanismes internes de renouvellement politique se sont resserrés. Lorsque la succession se résout en renforçant simultanément la continuité lignagère et la tutelle sécuritaire, ce qui se dessine n'est pas un cadre institutionnel robuste, mais la fragilité même du principe de légitimité.

Le problème de Mojtaba ne réside pas seulement dans son nom, mais dans la nature de l'autorité qu'il

incarne. Sa légitimité ne repose ni sur une hiérarchie religieuse incontestée, ni sur un parcours politique comparable à celui de son père ou de l'ayatollah Ruhollah Khomeini, fondateur et premier Guide de la République. Il accède au poste comme le produit d'une nécessité systémique : assurer le commandement, prévenir les fissures et offrir une façade de continuité, tandis que le véritable équilibre du pouvoir se déplace vers ceux qui contrôlent les instruments de coercition. La proximité de Mojtaba avec la Garde en fait une figure plus malléable et moins neutre. Cette dépendance bouleverse la logique du système, car l'autorité du nouveau dirigeant naît déjà conditionnée par l'acteur qui, en théorie, devrait lui obéir et lui rendre des comptes.

C'est pourquoi la succession ne met pas fin à la crise du régime ; elle se contente de la gérer. Elle répond à la nécessité immédiate d'un commandement, sans toutefois résoudre la question de fond de la base sociale du système ni celle de sa capacité à absorber les tensions internes. En réalité, plus la dépendance du nouveau dirigeant à l'égard de la Garde et de l'appareil sécuritaire devient manifeste, plus il apparaît clairement que la composante cléricale ne suffit plus, à elle seule, à structurer le pouvoir. La religion ne disparaît pas comme langage de légitimation, mais elle perd de sa centralité relative au profit d'une logique de survie qui privilégie discipline, contrôle et obéissance. Il en résulte un ordre moins persuasif et plus ouvertement coercitif.

Le choix de Mojtaba ne résout pas davantage l'ancienne tension entre continuité et adaptation. Au contraire, il l'exacerbe. Il préserve la forme du régime, tout en réduisant encore sa capacité à se présenter comme un système doté de mécanismes internes de correction. Le message implicite est clair : face à une conjoncture critique, la priorité n'est pas d'ouvrir, de ré-

Le régime ne cherche pas à reconstruire le consensus, mais à administrer le dissensus au moindre coût ; une stabilité précaire qui contient sans intégrer et qui ajourne sans résoudre

former ou de recomposer le lien avec la société, mais de consolider le centre. Et consolider ce centre, dans l'Iran actuel, implique de dépendre encore davantage de ceux qui contrôlent les leviers coercitifs de l'État.

LA SOCIÉTÉ : PROTESTATION CONTENUE, INTÉGRATION EN PANNE

L'autre tentation analytique consiste à interpréter l'absence d'une mobilisation soutenue comme un signe de normalisation interne. Là encore, il faut se méfier des apparences. Les protestations qui ont éclaté à la fin décembre 2025 ont commencé dans le Grand Bazar de Téhéran et se sont rapidement étendues à de nombreuses provinces, constituant le plus important épisode de contestation depuis trois ans. Elles ont été déclenchées par l'effondrement du rial, une inflation élevée et la détérioration des conditions de vie. La plupart des analystes s'accordent à dire que le déclencheur était économique, mais aussi que les revendications ont rapidement dépassé ce cadre pour prendre un caractère plus large, incluant des critiques structurelles du système politique.

Ce constat est fondamental, car il confirme ce que le régime tente de nier depuis longtemps : en Iran, le politique et l'économique ne peuvent plus être dissociés. La contestation liée à la monnaie, aux prix ou à l'emploi cesse d'être une revendication sectorielle pour se transformer rapidement en remise en cause de l'ordre du pouvoir. Les mobilisations se sont étendues à au moins 27 provinces et la réponse de l'État a entraîné des milliers de morts, des arrestations massives et des disparitions forcées. La violence qui a suivi a été encore plus sévère. Le 13 janvier, le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme s'est déclaré « horrifié » par la répression et a cité ses propres sources, qui faisaient déjà état de centaines de morts. Quelques semaines plus tard, Human Rights Watch a décrit une campagne coordonnée de terreur d'État, marquée par la torture, des détentions arbitraires à grande échelle et la militarisation de villes entières après les massacres des 8 et 9 janvier.

La dimension répressive n'a pas été uniquement policière ; elle a également été technologique et territoriale. Après les massacres, les autorités ont maintenu une forte présence militaire, installé des contrôles et des *checkpoints* dans plusieurs villes et appliqué des mesures *de facto* comparables à un couvre-feu. La répression, en d'autres termes, n'a pas seulement cherché à neutraliser les protestations du moment, mais à empêcher toute possibilité de nouvelle articulation sociale. Cela confirme une idée centrale de cet article : le calme actuel n'exprime

pas un rétablissement du lien entre l'État et la société, mais un rapport de force profondément asymétrique.

Cependant, il serait erroné de réduire la situation à la seule répression ouverte. Le gouvernement a tenté de gérer le mécontentement par une combinaison plus sophistiquée de coercition sélective et de flexibilité tactique. À la fin de l'année 2025, on observait un certain relâchement dans l'application quotidienne de certaines restrictions sociales, en même temps qu'un durcissement politique plus profond, marqué par la persécution d'activistes, le harcèlement de dissidents et une augmentation des exécutions. Cette combinaison ne suggère pas une libéralisation authentique, mais plutôt une tentative d'administrer les tensions en distinguant entre exutoires culturels et verrouillage politique.

C'est là l'une des clés de la situation iranienne. Le système semble avoir compris que certaines concessions superficielles peuvent soulager la pression sociale, à condition qu'elles ne permettent pas l'émergence d'une organisation politique autonome. Il peut tolérer des comportements autrefois plus étroitement surveillés dans la sphère quotidienne et, dans le même temps, renforcer les sanctions exemplaires contre ceux qui franchissent le seuil de la contestation politique. Ce n'est pas une ouverture ; c'est une rationalisation de la répression. Le régime ne cherche pas à reconstruire le consensus, mais à administrer le dissensus au moindre coût – un type de stabilité, par définition, précaire qui contient sans intégrer et qui ajourne sans résoudre.

C'est pourquoi le silence social en Iran doit être interprété avec prudence. Il n'indique pas que la société ait retrouvé confiance dans le système, ni que la solidarité suscitée par la guerre ait pleinement ressoudé la société, mais plutôt que le coût de la protestation est devenu extrêmement élevé. Le problème pour le régime est que cette contention ne génère aucune légitimité nouvelle. Elle ne fait qu'acheter du temps. Et plus le pouvoir dépend de la coercition pour maintenir le calme, plus il révèle l'ampleur de la fracture entre l'État et la société.

LA GARDE RÉVOLUTIONNAIRE : DU PILIER DU RÉGIME À L'ARBITRE DU SYSTÈME

La troisième pièce du tableau, et sans doute la plus décisive, est la Garde révolutionnaire. Son poids n'est pas nouveau. Depuis des années, le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) fonctionne comme une structure militaire, économique, politique et idéologique, dotée d'une capacité de veto et d'une présence directe dans des secteurs clés de l'État. Mais la période post-Khamenei semble avoir accéléré cette trajectoire jusqu'à un stade qualitativement différent. Après la mort de Khamenei, la Garde a renforcé son contrôle sur la prise de décision en temps de guerre. Elle était déjà impliquée dans toutes les grandes décisions et a durci son approche tant en politique étrangère qu'en matière de sécurité intérieure, se distanciant nettement de la présidence de Pezeshkian. La logique organisationnelle même du corps – décentralisation du commandement, préparation de successeurs et continuité opérationnelle face à d'éventuelles stratégies de décapitation – montre jusqu'où il se conçoit comme le garant ultime du système.



Manifestation à l'occasion de la Journée internationale d'Al Qods. À l'arrière-plan, une image symbolique représentant une ville israélienne en flammes. Téhéran, le 13 mars 2026./MORTEZA NIKOUBAZL/NURPHOTO VIA GETTY IMAGES

Le plus important n'est pas que la Garde ait gagné en poids, mais la nature même de ce poids. Sa stratégie de décentralisation a été conçue pour lui permettre de répondre simultanément aux menaces extérieures et aux défis internes. Autrement dit, la Garde ne considère pas le front militaire et le front intérieur comme des sphères séparées, mais comme les deux dimensions d'un même problème de survie. Ce constat est crucial pour comprendre la politique iranienne actuelle : la logique sécuritaire n'est plus une réponse conjoncturelle à une guerre ou à une vague de protestations, mais le principe organisateur du régime.

La succession de Mojtaba s'inscrit pleinement dans cette logique. Non pas parce que la Garde aurait formellement remplacé le clergé, mais parce qu'elle est devenue l'acteur sans lequel la continuité du système est difficilement concevable. Elle agit comme garante du relais au sommet, comme digue face à un éventuel soulèvement interne et comme vecteur de la ligne dure en politique régionale. La présidence, le Parlement et même une partie de l'élite cléricale conservent leur importance, mais dans un cadre de plus en plus conditionné par des priorités sécuritaires. La politique civile subsiste, certes, mais avec une marge de manœuvre visiblement réduite.

Cela ne signifie pas que l'Iran soit devenu un régime militaire classique. Le régime continue de nécessiter une légitimation religieuse, des procédures constitutionnelles et une couverture institutionnelle. Mais ce qui change, c'est le centre de gravité. La religion recouvre ; la coercition organise. La composante républicaine demeure formellement, mais perd de sa substance en tant que mécanisme de médiation. Le grand gagnant

du moment post-Khamenei n'est pas seulement un nouveau dirigeant : c'est une institution qui ne se contente plus de protéger le régime ; elle le structure.

CONCLUSION

L'Iran de Mojtaba Khamenei n'entre pas dans une phase d'ouverture, mais il ne se dirige pas non plus vers un effondrement imminent. Il convient donc d'éviter à la fois la lecture alarmiste et la lecture complaisante. Les faits récents montrent une réalité plus complexe. Le régime conserve une capacité de commandement, un appareil coercitif et une discipline suffisants pour prévenir une implosion immédiate, mais il le fait sur une base sociale affaiblie et avec une dépendance croissante à la force. La succession de Mojtaba n'inaugure pas une nouvelle légitimité ; elle confirme une nouvelle dépendance.

La clé réside précisément dans cette combinaison. Il y a continuité, car la République islamique a su gérer le relais, maintenir la chaîne de commandement et contenir la protestation. Mais il y a aussi une mutation profonde : l'autorité cléricale ne suffit plus à elle seule à structurer le système ; la société ne peut plus être réintégrée par de simples promesses de réforme ; et la médiation politique civile se rétrécit à mesure que l'appareil coercitif devient l'arbitre indispensable du pouvoir. La République islamique demeure islamique, mais elle tend de plus en plus vers un État sécuritaire doté d'une couverture religieuse.

C'est probablement là le trait caractéristique de la nouvelle situation iranienne. Il ne s'agit pas d'une transition vers un autre régime, mais d'une reconfiguration interne de celui-ci : moins de république, moins de médiation, moins de politique ; davantage de tutelle, davantage de discipline et davantage de Garde. Cette transformation aide à comprendre pourquoi la succession n'a apporté ni ouverture ni rupture, mais continuité. Dans l'Iran d'aujourd'hui, survivre pèse davantage que se légitimer./